

# Cadre de Redevabilité Féministe

Un Document Évolutif Co-conçu Ensemble Pour Bouger de la  
Théorie et de la Promesse à la Pratique et à l'action



# Un cadre de redevabilité féministe

Un plan évolutif pour passer de la théorie et des promesses à la pratique et à l'action

## Glossaire

Dans un souci d'accessibilité, nous avons tenté d'utiliser un langage clair tout au long de ce document et de minimiser l'utilisation du jargon, du langage technique et des acronymes. Toutefois, certains acronymes sont inévitables. Voici un petit glossaire des termes utilisés pour aider tout lect·eur·rice, y compris les personnes qui n'ont que peu de connaissances préalables sur cette question, à se mettre rapidement à niveau. Ce programme a été traduit en français, en espagnol et en portugais.

Forum Génération Égalité (FGE)

Groupe de co-conception (CDG)

Cadre de redevabilité féministe (CRF)

Tableau de bord des engagements (CD)

# Introduction

Seul 1,9 % de l'ensemble des financements est destiné aux femmes et aux filles, et ce chiffre diminue encore pour les personnes ayant d'autres identités marginalisées.<sup>1</sup> Par exemple, le montant du financement des mouvements sociaux féministes noirs est inférieur à la moitié d'un pour cent.<sup>2</sup> Dans ce contexte, l'obligation de rendre des comptes prend un nouveau caractère d'urgence: ces chiffres doivent changer, et rapidement, si l'on veut réaliser des progrès significatifs en matière de justice sociale, raciale et de genre. La redevabilité est un principe particulièrement important en matière d'efforts philanthropiques et de développement, étant donné le chevauchement des histoires d'abus, d'exploitation, de racisme, de colonialisme et de violence qui ont souvent circulé du nord au sud, érodant la confiance de nombreuses communautés envers les act·eur·rice·s étrangers.

Le Forum Génération Égalité [FGE], qui s'est déroulé en deux parties en 2021, d'abord à Mexico puis à Paris, avait pour objectif de changer ces chiffres. Aussi ambitieux que la célèbre conférence mondiale sur les femmes organisée par les Nations unies à Beijing en 1995, qui a marqué un tournant important dans le programme mondial pour l'égalité des sexes, le FGE a réuni des centaines de gouvernements, d'organisations de femmes, de féministes et de jeunes, d'organisations internationales, de membres du secteur privé et de philanthropes. Ensemble, ces act·eur·rice·s, ainsi que les leaders désigné·e·s des Coalitions d'Action du FGE<sup>3</sup>, ont lancé un plan d'action quinquennal visant à atteindre l'objectif commun de produire des « résultats irréversibles et quantifiables pour les femmes et les filles dans toute leur diversité »,<sup>5</sup> tout en accélérant les progrès vers les objectifs de développement durable des Nations unies.

Le FGE 2021 a suscité les espoirs du monde entier, attirant, à l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 2 500 engagements de la Coalition d'action et 1 000 engagements du Pacte sur les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire, pour une valeur globale estimée de 40 milliards de dollars US.

Le FGE a également énoncé d'admirables principes de redevabilité pour guider sa vision : les agendas locaux devraient informer les engagements (interprétés ici comme signifiant les programmes des groupes féministes de base); les données devraient être accessibles, notamment pour que les gens puissent demander des comptes aux responsables des engagements ; et les communautés locales, y compris les groupes historiquement exclus et marginalisés, devraient diriger leurs propres programmes et mécanismes de redevabilité.

---

<sup>1</sup> [L'indice Femmes et Filles \[WGI\]](#), octobre 2021 [ml](#)

<sup>2</sup> [Voir le rapport du Fonds Féministe Noir intitulé « L'état déplorable du financement des mouvements féministes noirs - et ce que les donat·eur·rice·s peuvent faire à ce sujet »](#)

<sup>3</sup> Six coalitions d'action dirigent les efforts du FGE par thème : 1) La violence sexiste ; 2) La justice et les droits économiques ; 3) L'autonomie corporelle et la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) ; 4) L'action féministe pour la justice climatique ; 5) La technologie et l'innovation pour l'égalité des sexes ; 6) Les mouvements et le leadership féministes.

<sup>4</sup> [Coalitions d'action : Un plan d'accélération mondial pour l'égalité des sexes](#), 30 mars 2021.

<sup>5</sup> Global Fund for Women et notre groupe de co-conception considèrent également que la diversité de genre est essentielle.

Notre Cadre de redevabilité féministe (FAF) présente un plan audacieux, précis et réalisable pour aider à faire passer le programme du FGE<sup>6</sup>, ces milliers d'engagements, ces milliards de dollars et ces multiples parties prenantes, ainsi que les propres normes de redevabilité du FGE, de la théorie et de la promesse à la pratique et à l'action. Fidèle à nos valeurs féministes intersectionnelles, il a été co-créé par un groupe de 22 membres, leaders de base en matière de genre, de race, de jeunesse et de justice sociale dans le Sud, en particulier en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Notre groupe de co-conception (CDG) est dirigé par certaines des communautés les plus touchées par l'inégalité des sexes et les mieux placées pour apporter des solutions et promouvoir le changement. Il est alimenté par le comité directeur de six membres qui a contribué à nous réunir, nous conseiller et nous financer. Nous sommes des personnes Noires, indigènes et des personnes de couleur (BIPOC); des personnes handicapées; des personnes queer, transgenres et non-conformes au genre; et des populations clés.<sup>7</sup> Quarante-cinq pour cent du CDG est axé sur les jeunes et dirigé par des jeunes. Dans l'ensemble, le CDG est composé de communautés qui seront essentielles pour tenir la promesse du FGE de

mettre les processus de définition de l'agenda entre les mains de ceux qui sont les plus touchés par les structures d'oppression, d'inégalité et d'extraction.

En plus d'apporter une représentation des décideur-euse-s au-delà des groupes traditionnellement bien dotés en ressources, le CDG apporte également un engagement important à travers toutes les coalitions d'action du FGE ainsi qu'une expertise dans la mobilisation de base, les processus dirigés par les communautés, la collecte et l'analyse des données, les communications et le plaidoyer. Nos perspectives locales, nationales, régionales et mondiales influencent tout ce que nous faisons. Et les liens que nous avons tissés les un-e-s avec les autres contribuent à faciliter un travail axé sur la justice, la collectivité et la transparence.

Pour commencer à co-concevoir un processus de redevabilité féministe, il nous fallait parvenir à une compréhension commune des besoins et des intérêts liés au FGE parmi notre groupe et ses membres. Nous nous sommes engagé-e-s ensemble à des cycles intensifs d'écoute radicale avec les défenseur-euses à travers le monde afin de discerner les besoins et d'acquérir un contexte.

Notre mission consistait donc à créer le document que vous êtes en train de lire - un cadre féministe de redevabilité qui renverse le déséquilibre actuel des pouvoirs pour affirmer la centralité et l'expertise des personnes affectées et marginalisées, et qui, ce faisant, nous fait passer du statut d'objets, de jetons ou de substituts à celui d'experts en la matière. Et comment nous y sommes arrivés est aussi important que ce que nous avons trouvé et ce que nous recommandons.<sup>8</sup>

<sup>6</sup> [Generation Equality Accountability Report 2022](#) (Rapport de redevabilité sur la Génération Égalité), Septembre 2022.

<sup>7</sup> Les groupes au sein du CDG centrent en outre les populations clés dans leurs programmes, comme les personnes qui pratiquent le sexe transactionnel, les travailleuses du sexe, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres et les personnes qui utilisent et s'injectent des drogues. [En savoir plus avec KESWA Kenya](#).

<sup>8</sup> Une grande partie de notre réflexion sur le concept de redevabilité s'appuie sur le travail considérable réalisé par les pionniers avant nous. Nous reconnaissons et incorporons donc le travail considérable déjà effectué sur la redevabilité, largement mené par les jeunes, tout au long de ce FAF. Certains des documents référencés incluent, entre autres : le manifeste des Jeunes Femmes Africaines Beijing+25, le rapport « Intentionnel » du Manifeste de la jeunesse féministe, et le rapport sur la redevabilité des jeunes et des filles : Recommandations au Forum Génération Égalité.

# Redevabilité du Forum Génération Égalité

“

**La redevabilité féministe consiste à transformer le pouvoir au cœur de la question. Il s'agit de savoir qui accède à quoi, quel est l'objectif d'apprentissage, quelles sont les questions que nous posons, et qui éclaire cette question particulière.**

— Jac sm Kee, responsable de la coordination du Fonds Numun, membre du groupe de co-conception sur la redevabilité féministe

L'ampleur des engagements, ainsi que les normes de redevabilité que le FGE a fixées, en s'appuyant sur les mouvements communautaires, ont le potentiel de réécrire la stratégie sur ce que signifie une véritable implication de toutes les parties prenantes dans la prise de décision, la définition de l'agenda et la mise en œuvre.

Le lien entre le pouvoir et la redevabilité est devenu de plus en plus clair au fil de nos discussions, depuis le début de nos réunions à la mi-2022 jusqu'à notre première réunion hybride à grande échelle en personne au Cambodge en janvier 2023. Nous avons constaté que lorsque les personnes qui détiennent une expertise locale et communautaire forment de véritables partenariats avec les personnes qui ont traditionnellement une influence sur les finances, l'élaboration des politiques et la prise de décision, nous créons un ensemble plus puissant que la somme de nos parties.

Nous notons ici quatre domaines clés d'appels constructifs qui ont eu lieu au sein et autour du processus du FGE:

- 1 Les jeunes se sont opposé·e·s à une représentation symbolique et ont réitéré l'appel du Manifeste de la jeunesse féministe du FGE en faveur<sup>9</sup> d'une participation substantielle, définie comme des rôles incluant la prise de décision, le leadership, l'élaboration de stratégies et la copropriété.
- 2 Le jargon nous empêchait d'accéder à l'information. Si nous, en tant que féministes de base, ne pouvions pas comprendre ce qui était véhiculé par les données disponibles, c'est que nous étions impuissantes.
- 3 Même une fois que nous avons compris les données, il n'y avait pas de mécanisme pour un engagement significatif avec les responsables de l'engagement
- 4 Et la présence sans engagement significatif n'a rien apporté, transformant involontairement un processus qui était censé être interactif en un processus extractif.

<sup>9</sup> [Manifeste de la jeunesse féministe du FGE](#), page 2.

Il n'y avait aucun moyen d'exprimer notre frustration face à l'exclusion de ces mêmes connaissances communautaires dont l'inclusion est, selon nous, essentielle à la réussite de tout effort visant à faire progresser la justice entre les sexes, sans parler de cet effort international le plus important. En l'absence d'un processus interactif, même une analyse, une prise de décision, une mise en œuvre et une évaluation solides seraient gaspillées.

Nous avons approfondi nos conclusions par le biais de discussions communautaires, notamment avec des partenaires ressources, afin de mieux comprendre comment un mécanisme de redevabilité conçu conjointement pourrait combler ces lacunes.

Il est clair que nous devons aller de l'avant en tenant compte du pouvoir comme objectif dans toutes nos conclusions. D'où notre décision d'entrer dans un processus de co-conception plutôt que de renforcer une dynamique de pouvoir descendante avec Global Fund for Women ou tout autre bailleur-euse de fonds, partenaire ou allié-e.

Notre mission consistait donc à créer le document que vous êtes en train de lire - un mécanisme de redevabilité féministe qui renverse le déséquilibre actuel des pouvoirs pour affirmer la centralité et l'expertise des personnes affectées et marginalisées, et qui, ce faisant, nous fait passer du statut d'objets, de jetons ou de substituts à celui d'experts en la matière. Et comment nous y sommes arrivés est aussi important que ce que nous avons trouvé et ce que nous recommandons.<sup>10</sup>

Notre FAF présente un nouveau manuel de participation intégrée qui nous permet d'établir des ordres du jour et des réunions, de prendre des décisions, de gérer les conflits et de déterminer, d'allouer et de contrôler les ressources. Il s'agit d'un mécanisme qui a le potentiel d'impliquer les organisations féministes locales, les leaders et les activistes de manière réfléchie, régulière et profonde dans la création des priorités, dans l'analyse et l'interprétation des données nous concernant, et dans le plaidoyer alors que nous travaillons ensemble avec de multiples parties prenantes pour obtenir des résultats irréversibles et quantifiables pour les femmes,

les filles et tous les groupes touchés par l'injustice de genre dans le monde.

Nous avons mené trois actions stratégiques pour lancer le processus de co-conception:

- 1 L'analyse des données du FGE ;
- 2 La comparaison et la mise en contexte de ces données avec d'autres engagements individuels et multi-fondateurs sur l'égalité des sexes, hors FGE; et
- 3 La synthèse et la cartographie de nos résultats ainsi que des recherches connexes de nos pairs et allié-e-s.

En utilisant les données brutes du CD,<sup>11</sup> nous n'avons pas été en mesure de reproduire les descriptifs fournis, tels que les 40 milliards de dollars d'engagements totaux. Au lieu de cela, nous avons découvert des engagements dupliqués à travers les coalitions d'action, des degrés variables d'information/des informations manquantes à travers les engagements, et des applications différentes des cadres de codage des engagements. Il n'a pas été possible, au niveau du pays ou de la coalition d'action, d'évaluer précisément quels engagements allaient où, quels fonds et quelles ressources étaient spécifiquement engagés, si le montant total indiqué représentait de l'argent précédemment promis ou de nouvelles promesses, ou si cet argent était réellement en mouvement [en cours de distribution].<sup>12</sup>

Ce problème a été aggravé par le grand nombre d'engagements répertoriés comme «mondiaux», même dans l'ensemble de données actualisé publié en septembre 2022,<sup>13</sup> et par le montant considérable de financement qu'ils représentent. Bien qu'ils aient représenté 22 % de l'ensemble des engagements, y compris sept<sup>14</sup> auteurs d'engagements supérieurs à 100 millions de dollars, les détails étaient insuffisants pour discerner leur objectif ou leur mise en œuvre.

<sup>10</sup> Une grande partie de notre réflexion sur le concept de redevabilité s'appuie sur le travail considérable réalisé par les pionniers avant nous. Nous reconnaissons et incorporons donc le travail considérable déjà effectué sur la redevabilité, largement mené par les jeunes, tout au long de ce FAF. Certains des documents référencés incluent, entre autres : le manifeste des Jeunes Femmes Africaines Beijing+25, le rapport « Intentionnel » du Manifeste de la jeunesse féministe, et le rapport sur la redevabilité des jeunes et des filles : Recommandations au Forum Génération Égalité.

<sup>11</sup> Notre analyse d'août 2022 s'est concentrée sur les agent-e-s d'engagements gouvernementaux et philanthropiques qui ont pris des engagements incluant une valeur financière. Nous avons sélectionné ce sous-ensemble car il présente la valeur financière la plus élevée de tous les types de preneur-euse-s d'engagements. En raison de doublons, nous avons analysé 195 engagements au total. Bien qu'il s'agisse d'une version antérieure des données, les mises à jour de septembre 2022 ont révélé des tendances similaires. Nous utilisons des recherches connexes pour les décrire.

<sup>12</sup> L'analyse du CDG a révélé que seuls 21 % des engagements étaient de qualité « élevée » en termes d'exhaustivité des informations fournies.

<sup>13</sup> L'enquête spécifique de WeProsper sur les engagements des coalitions d'action pour la justice et les droits économiques a révélé que 42 % étaient répertoriés comme mondiaux. <<https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2022/12/WeProsper-Brief-Analyzing-Global-GEF-Commitments-and-Progress-towards-Economic-Justice-and-Rights.pdf>>

<sup>14</sup> Parmi les sept personnes qui ont pris des engagements, elles ont fait un total de 26 engagements.



Toutes ces lacunes en matière d'information constituent un obstacle majeur pour les personnes qui demandent des comptes aux responsables de l'engagement. Tout aussi important, ces lacunes empêchent les décideur·euse·s de prendre des décisions éclairées concernant la meilleure utilisation de leurs ressources.

Deuxièmement, parmi les 195 engagements pris par les décideur·euse·s du gouvernement et philanthropiques que le CDG a pu analyser, le groupe a exprimé un certain scepticisme quant à la corrélation entre le financement et les besoins, constatant que:

- 1 Une répartition inéquitable des engagements :** Bien que 29 % des femmes et des filles du monde vivent en Asie de l'Est et du Sud-Est et 26 % en Asie centrale et du Sud, l'Inde a été le seul pays de ces régions à recevoir un nombre relativement élevé [5 de la part de bailleur·euse·s de fonds bilatéraux et philanthropiques] et une valeur élevée d'engagements [319,2 millions de dollars US].<sup>15</sup> Selon l'analyse de ONU Femmes, plus de la moitié de tous les engagements identifiables sont destinés à l'Afrique subsaharienne, mais moins de 10 % sont prévus pour l'Amérique latine et les Caraïbes.<sup>16</sup>
- 2 Des différences significatives dans le nombre d'engagements pour les différentes coalitions d'action :** D'après notre analyse initiale, les bailleur·euse·s de fonds avaient enregistré 78 engagements en faveur de la violence sexiste, alors que seulement six engagements ont été pris en faveur de la coalition d'action féministe pour la justice climatique. Parmi tous les auteur·rice·s d'engagements, le nombre d'engagements en faveur de la violence liée au genre a largement dépassé celui des engagements en faveur d'autres coalitions d'action, comme la coalition d'action Action féministe pour la justice climatique, qui comptait 210 engagements, contre 804 pour la violence liée au genre.<sup>17</sup>
- 3 Peu d'engagements sont consacrés explicitement aux questions et communautés** queer, indigènes, rurales, dirigées par des jeunes et liées au handicap, aux personnes qui consomment des drogues, à celles qui sont confrontées à la maladie mentale et à celles qui pratiquent le sexe transactionnel, y compris les populations clés pour les GDC telles que les personnes transgenres noires. Par exemple, l'ONU Femmes a constaté que 9 % des engagements financiers globaux étaient destinés aux femmes autochtones et seulement 8 % à la communauté LGBTQ+.<sup>18</sup>
- 4 Peu d'engagements se consacrent explicitement aux organisations de base, aux Organisations de défense des droits des femmes (WRO) et aux organisations locales :** Peu d'auteurs d'engagements dans notre analyse ont explicitement identifié les organisations de défense des droits des femmes ou les organisations locales comme agences de mise en œuvre, à l'exception de l'Allemagne.<sup>19</sup> Les agences des Nations Unies ont été les plus fréquemment identifiées [32 engagements] par les auteurs d'engagements bilatéraux ou philanthropiques comme bénéficiaires.

<sup>15</sup> Le plus grand nombre d'engagements a été pris en faveur de pays d'Afrique subsaharienne, notamment l'Ouganda (7), le Burkina Faso (7) et le Kenya (6). L'Inde est le seul pays d'Asie du Sud-Est à avoir enregistré presque autant d'engagements (5 engagements).

<sup>16</sup> Generation Equality's [September 2022 Accountability Report](#) (Rapport de redevabilité de septembre 2022 de Génération Égalité)

<sup>17</sup> Tableau de bord des engagements, consulté le 26 février 2023.

<sup>18</sup> Generation Equality's [September 2022 Accountability Report](#) (Rapport de redevabilité de septembre 2022 de Génération Égalité)

<sup>19</sup> Soixante-six des engagements de l'Allemagne, et la moitié de ses engagements globaux, étaient destinés à ces agences de mise en œuvre.

En résumé, l'analyse des engagements du CDG a permis de discerner deux obstacles principaux à la redevabilité: un manque de transparence et d'accessibilité des données, ainsi qu'un fossé important entre les engagements actuels et les besoins et priorités des organisations/acteurs-rice-s féministes.

L'analyse du CDG a également révélé que ces mêmes obstacles sont présents dans les indicateurs et les objectifs de la coalition d'action. Les indicateurs ne transmettent pas d'informations essentielles aux priorités féministes, telles que la compréhension des progrès/ de l'impact en fonction du sexe, de la race, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle et de la présentation des genres, etc. En outre, en mettant l'accent sur l'adoption de lois et de politiques comme indicateurs de réussite, on néglige le fait simple, mais d'une importance cruciale, que les lois seules ne garantissent pas l'accessibilité des ressources, des services ou des protections, en particulier pour les groupes les plus marginalisés.

En outre, l'accent mis par la Coalition d'action sur les indicateurs quantitatifs, sans le bénéfice des types de perspectives intégrées et contextuelles que les organisations féministes locales de base peuvent fournir, a souvent conduit les différentes Coalitions d'action à poursuivre des objectifs contradictoires. Par exemple, le CDG a identifié des conflits entre l'accent mis par la Coalition d'action pour la technologie et l'innovation sur la construction de structures technologiques multinationales susceptibles de déplacer les communautés noires et indigènes, alors que la Coalition d'action pour la justice climatique a pour objectif de prévenir le déplacement de ces communautés.

L'une de nos conclusions les plus surprenantes est issue d'une analyse plus large des engagements à venir: l'année 2021 n'a pas vu une augmentation significative de la valeur des engagements en faveur de l'Égalité des sexes<sup>20</sup>, même avec l'événement FGE visant à galvaniser un plus grand soutien. En fait, l'année 2021 a démontré une diminution de la valeur financière des engagements, ce qui signifie encore moins de possibilités de financement pour les féministes et les WRO.<sup>21</sup> Pour la seule année 2021, seulement 0,34 % de l'aide globale a été allouée aux «organisations et mouvements de défense des droits des femmes et aux institutions gouvernementales».

Les conclusions de notre processus de co-analyse corroborent et élargissent les conclusions d'autres organisations homologues qui ont également cherché à renforcer la compréhension et la responsabilité en améliorant l'accès aux données du FGE et leur utilisation.

Par exemple, l'analyse initiale des engagements de l'Association<sup>22</sup> pour le Développement des femmes a mis en évidence les préoccupations du GDC concernant la difficulté de discerner si le montant total indiqué représentait des fonds précédemment promis ou de nouvelles promesses. ONU Femmes, dans son rapport de redevabilité, a noté les difficultés liées à ses propres données, ainsi que le fait que seuls 26 % des preneur-euse-s d'engagements avaient répondu au premier tour de l'enquête. Data 2X<sup>23</sup> a analysé les indicateurs du FGE du point de vue des données, en soulignant la nécessité d'investir dans les données sur le genre comme une forme de redevabilité. Le Young Feminist Manifesto<sup>24</sup> Manifeste de la jeunesse féministe représente un appel important en faveur de la co-création, de la co-propriété, de la redevabilité et d'une participation substantielle plutôt que symbolique.

Deux membres du CDG ont mené des efforts préalables pour traduire les données du GEF dans leurs contextes. L'analyse précoce des engagements par pays réalisée par FEMNET<sup>25</sup> a offert aux partenaires nationaux un moyen accessible et utile de comprendre les engagements du FGE. Le travail du Nala Feminist Collective<sup>26</sup> [Collectif féministe Nala] pour adapter les indicateurs de la coalition d'action à partir d'une perspective jeune et féministe a offert des alternatives importantes au suivi de l'impact du FGE. Ces efforts ont inspiré les GDC dans leur réflexion sur la manière de ré-imaginer la redevabilité à la suite de leurs propres découvertes concernant les lacunes dans les données et les engagements.

Après avoir fait preuve de diligence raisonnable dans l'analyse des données, comparé ces données à d'autres engagements individuels et multi-fondateurs non GEF sur l'égalité des sexes, synthétisé et cartographié nos résultats, et bénéficié du travail de pionnier et de la sagesse de nos pairs et alliés, nous avons créé un mécanisme alternatif de redevabilité féministe - une boucle de rétroaction féministe pour établir un sens partagé des données, un recadrage des indicateurs, et les moyens d'une contribution et de mises à jour régulières des personnes qu'il est censé servir.

<sup>20</sup> <https://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>

<sup>21</sup> En 2019, 842 millions de dollars US de financement du développement étaient destinés aux «organisations et mouvements de défense des droits des femmes, institutions gouvernementales.» En 2020, ce montant était de 776 millions de dollars US ; en 2021, de 554 millions de dollars US [statistique de l'OCDE, consultée le 20 février 2023]

<sup>22</sup> De 40 milliards de dollars US à 2 milliards de dollars US : déballage des chiffres réels derrière les promesses de financement de Génération Égalité < <https://www.awid.org/news-and-analysis/us-40-billion-us-2-billion-unpacking-real-numbers-behind-generation-equality> >

<sup>23</sup> Gender Data for Generation Equality: A Brief Series < <https://data2x.org/resource-center/gender-data-for-generation-equality-a-brief-series/> > The <sup>24</sup> Young Feminist Manifesto <<https://gefyoungmanifesto.wixsite.com/website>>

<sup>25</sup> Mapping and Analysis of GEF commitments in Africa [Cartographie et analyse des engagements du GEF en Afrique] < <https://femnet.org/2022/10/generation-equality-forum-commitments-a-mapping-analysis-of-gef-commitments-for-africa-august-2022-what-did-african-leaders-in-government-civil-society-and-private-sector-promise/>>

<sup>26</sup> Africa Young Women Beijing+25 Manifesto [Manifeste de Beijing+25 des Jeunes Femmes d'Afrique] <[https://nalafem.org/wp-content/uploads/2021/04/AYWB25-Manifesto\\_EN-compressed.pdf](https://nalafem.org/wp-content/uploads/2021/04/AYWB25-Manifesto_EN-compressed.pdf)>



# Mécanisme de redevabilité féministe

“

**La redevabilité féministe s'intéresse aux zones d'incertitude. Il s'agit de nous assurer que nous évitons l'extraction. Il s'agit des liens entre les droits de l'homme et cette contribution a un coût. Cette approche reconnaît que les données tiennent compte de différents types de connaissances et que des ressources doivent être investies pour aller au-delà des formes habituelles de collecte de données."**

— Memory Kachambwa, Femnet, Membre du groupe de co-conception de la redevabilité féministe

Notre mécanisme de redevabilité féministe est un plan visant à aider les parties prenantes de divers horizons à rechercher une redevabilité féministe. Il s'agit d'un mécanisme pratique et réalisable, qui centre et soutient les communautés locales et les organisations de base, y compris les groupes historiquement exclus et marginalisés, afin de diriger leurs propres programmes et mécanismes de redevabilité.

Cela dit, il s'agit d'un document vivant - ouvert aux commentaires et aux réactions - et d'un mécanisme évolutif. Il exige d'être révisé à mesure que nous découvrons de nouvelles et meilleures façons d'aller de l'avant. Et, de par sa conception, il inclura à l'avenir des régions et des participant-e-s plus varié-e-es et différent-e-s.

## Phase 1: Les données

Nos premières conclusions ont démontré - de manière générale - la nécessité de disposer de données valides et accessibles, présentées sous une forme agrégée qui réponde aux besoins d'information des parties prenantes. Il s'agit notamment de rendre les données disponibles sur le

FGE compréhensibles pour des publics spécifiques, ainsi que d'identifier et de suivre les indicateurs relatifs aux besoins et aux lacunes qui sont pertinents pour les organisations et les act-eur-ice-s féministes dans ce contexte spécifique. Pour cette raison, nous avons déterminé que la traduction des données mondiales du FGE dans les contextes nationaux et locaux était une première étape importante.

Nous nous sommes concentré-e-s sur des pays spécifiques, en sélectionnant des pays représentatifs des trois régions, fortement impliqués dans le processus du FGE, susceptibles de se trouver à des moments politiquement opportuns pour pousser au changement (par exemple, l'élection de gouvernements nationaux progressistes ou favorables aux féministes), et/ou dont un membre du CDG pouvait fournir l'accès aux données et leur mise en contexte, ainsi que la connexion avec les principales parties prenantes. Nous avons cherché à créer une représentation géographique tout en conservant la cohérence de l'objectif initial en sélectionnant des pays qui avaient reçu une valeur élevée ou un nombre élevé d'engagements, c'est-à-dire des endroits où l'on pouvait s'attendre à un plus grand impact du FGE en général.

Nous avons sélectionné 8 pays, répartis dans les régions de l'Asie-Pacifique, de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique latine et des Caraïbes : Cambodge, Fidji, Inde, Népal ; Burkina Faso, Kenya ; Brésil et Guatemala. Par exemple, nous avons choisi le Kenya parce qu'il a pris 220 engagements dans le cadre<sup>27</sup> du processus du FGE et que plusieurs membres du CDG, bien mis en réseau, pourraient diriger les phases ultérieures du travail.

Les membres du CDG de chaque pays dirigeront le travail avec les consultants pour identifier les indicateurs clés, les sources de données, et établir un processus pour la collecte régulière, le nettoyage et la représentation des données dans des produits accessibles et utiles. Tant les sources de données que la présentation de ces données (contenu et format) évolueront au cours de chaque cycle, grâce à l'interprétation et au retour d'information des parties prenantes du GDC. Par exemple, à mesure que notre image de la mise en œuvre des engagements du FGE dans un certain contexte évolue, nous pouvons identifier et sélectionner d'autres indicateurs et sources de données à suivre.

Notre objectif n'est pas de produire des chiffres sans signification. Le narratif et les données nationales des citoyen-ne-s, notamment les données ventilées par race et par sexe, lorsqu'elles sont disponibles, seront utilisés pour promouvoir les voix, les perspectives et les analyses des partenaires nationaux. Souvent considérées comme des «sources de données non officielles», elles sont des voix décisives pour déterminer dans quelle mesure le GEF s'aligne sur les besoins des mouvements féministes au niveau national, dans une perspective communautaire plutôt que dans une perspective de faiseur d'engagements.

Au niveau régional et mondial, Global Fund for Women continuera à assurer la connexion avec le paysage plus large du financement du FGE et de l'égalité des sexes. Bien que notre analyse se concentre sur les 8 pays, nous effectuerons des examens globaux des tendances régionales qui incluent et vont au-delà des huit pays sélectionnés à l'origine. Grâce aux révisions annuelles, nous pourrions déterminer s'il est important d'ajouter d'autres pays et d'utiliser notre structure et notre processus existants pour les intégrer dans ce mécanisme.

## Phase 2: Retour d'information

Pour parvenir à l'égalité des sexes et à un changement transformateur d'ici 2026, le FGE doit inclure ceux

qui sont en première ligne et qui connaissent les programmes les plus importants à réaliser, y compris des act-eur-ice-s qui ne sont actuellement pas impliqué-e-s dans les processus du FGE. Une partie importante de notre mécanisme consiste à communiquer, à recevoir des retours d'information et à intégrer le travail des véritables artisans du changement - les mouvements féministes.

En s'appuyant sur les conclusions nationales de la première étape, le CDG fera participer un plus grand nombre de parties prenantes - au-delà de celles qui ont entendu parler du FGE- avec les données afin de soutenir une analyse plus approfondie et une contextualisation par le biais de discussions autour des domaines suivants:

- A** **Priorité:** Quelles sont vos priorités ? Comment sont-elles abordées dans nos conclusions?
- B** **Lacunes:** Y a-t-il des lacunes dans les données présentées ? Qu'avons-nous manqué dans l'analyse?
- C** **Sources:** Quelles autres données pouvons-nous inclure ? Par exemple, des données désagrégées supplémentaires, des données provenant de sources autres que les Nations Unies, notamment d'organisations et d'institutions régionales, féministes et/ou universitaires, et des histoires/expériences vécues
- D** **Contexte supplémentaire:** Quelles autres informations supplémentaires sont nécessaires ? L'analyse aligne-t-elle ou contredit-elle les perceptions communément admises?

Le CDG dirigera le processus d'engagement des parties prenantes avec une approche participative et communautaire qui inclut l'accessibilité, les aménagements en matière de justice temporelle et linguistique, et crée une boucle de rétroaction féministe. Nous ne nous contenterons pas de recueillir

<sup>27</sup> Cela inclut les engagements pour lesquels le Kenya est cité comme l'un des pays de mise en œuvre, mais exclut les engagements cités à l'échelle régionale et/ou mondiale.

des informations, mais nous ajusterons en temps réel nos efforts en fonction de l'engagement des parties prenantes dans cette étape. Aucun processus de retour d'information n'est figé et nous continuerons à écouter à travers les différents organes, délais et électeurs.

### Phase 3: Plaidoyer

La troisième étape de notre proposition de mécanisme de redevabilité féministe consiste à tirer parti des étapes 1 et 2 décrites ci-dessus (collecte et socialisation des données, respectivement) pour alimenter et stimuler un plaidoyer puissant, efficace, fondé sur des preuves et dirigé par la communauté, qui se déroule aux niveaux local, national, régional et mondial.

Au point culminant de notre mécanisme de redevabilité féministe, nous viserons, par nos propres efforts et avec des partenariats, à relier les résultats et l'analyse de nos données aux défenseurs à de multiples niveaux pour soutenir leurs programmes de justice de genre, de manière claire, accessible et selon leurs propres termes.

Au cours de cette phase, le CDG fournira des données pertinentes aux défenseurs de la cause afin de stimuler leurs initiatives et leurs efforts en faveur de la justice pour les femmes, selon leurs propres termes. Ces activités se dérouleront principalement dans deux domaines:

**1** Le CDG, en tant que groupe, s'efforcera de donner aux défenseurs mondiaux les moyens d'accéder aux données, notamment par le biais de fiches d'information et d'exposés pertinents pour les principales opportunités de plaidoyer. Pour soutenir le plaidoyer en faveur de l'égalité des sexes dans les forums internationaux tels que l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), notamment en créant et en partageant une cartographie publique de ces espaces et opportunités de plaidoyer au niveau mondial, et en renforçant les capacités des défenseurs pour qu'ils réussissent dans ces espaces, notamment par des notes d'information, des fiches d'information, des messages, etc;

**2** Un plan de sensibilisation et de distribution pour s'assurer que les données atteignent et engagent les défenseur·euse·s, les influenc·eur·euse·s et les dirigeant·e·s au niveau local, national et régional, indépendamment de toute relation préalable existante ou de toute compréhension des cadres internationaux et/ou formels tels que le FGE. Au niveau national, les responsables du plaidoyer du CDG dans chacun des 8 pays pilotes dirigeront la création d'un plan de diffusion et de distribution spécifique au pays, chacun devant déterminer sa propre méthodologie participative. Par exemple, la Fondation YP organise plusieurs conversations en personne avec les communautés autour du FGE et de l'alignement sur leurs propres agendas afin de déterminer le contenu et le format des données qui seront les plus utiles.

Dans le cadre de ces stratégies, le CDG travaillera en partenariat avec des experts, des consultants et des personnes influentes dans le pays pour créer et distribuer du matériel médiatique, notamment des images graphiques, des boîtes à outils, des communiqués de presse, etc. dans des contextes culturellement appropriés et pertinents et dans une diversité de formats. Chaque stratégie tiendra également compte des besoins des zones rurales et/ou déconnectées dont l'accès à l'internet est affecté par la fracture numérique, ainsi que des zones ou communautés pour lesquelles la surveillance et la répression gouvernementales limitent la liberté d'expression et d'organisation.

Cette phase consiste à aller au-delà des données pour le plaisir de collecter les données et à opter plutôt pour des « données pour le changement ». Ainsi, comme de nombreuses parties de notre cadre, ce plan est un plan actif/vivant et peut changer en fonction des réactions, des contributions et du leadership des défenseur·euse·s.

# Conclusion

Pendant toutes les phases de notre mécanisme de redevabilité féministe, Global Fund for Women continuera à fournir trois types de soutien essentiels : soutien technique, organisation de réunions et octroi de subventions. Tout au long de la phase de mise en œuvre et conformément aux principes du financement féministe, Global Fund for Women fournira des ressources supplémentaires au CDG pour qu'il continue à mener cette initiative de redevabilité collective féministe qui découle directement de l'expérience locale vécue et des recommandations fondées sur des preuves.

Notre FAF présente un nouveau manuel de participation intégrée qui nous permet d'établir des ordres du jour et des réunions, de prendre des décisions, de gérer les conflits et de déterminer, d'allouer et de contrôler les ressources. Il s'agit d'un mécanisme qui a le potentiel d'impliquer les organisations féministes locales, les leaders et les activistes de manière réfléchie, régulière et profonde dans la création des priorités, dans l'analyse et l'interprétation des données nous concernant, et dans le plaidoyer alors que nous travaillons ensemble avec de multiples parties prenantes pour obtenir des résultats irréversibles et quantifiables pour les femmes, les filles et tous les groupes touchés par l'injustice de genre dans le monde.

## Partenaires de co-conception

African Women's Development and Communication Network [FEMNET]

Articulação de Organizações de Mulheres Negras Brasileiras [AMNB]

Asia South Pacific Association For Basic And Education [ASPBAE ]

Asociacion civil Iniciativa latinoamericana por los datos abiertos [ILDA]

CRIOLA

Diverse Voices and Action [DIVA] for Equality

Fundacion de Accion Social e Integral Mujeres de Asfalto

Gender and Development for Cambodia [GADC]

Gender Mobile Counselling Initiative

Girls For Climate Action

Initiative Pananetugri pour le Bien-être de la Femme [IPBF]

International Youth Alliance for Family Planning [IYAFP]

Key Affected Population Health and Legal Rights Alliance [KESWA]

Nala Feminist Collective

Numun Fund

Odara Instituto da Mulher Negra

Red de Salud de Las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe

Revista Afirmativa - Coletivo de Mídia Negra e Feminista

The YP Foundation

Women with Disabilities Development Foundation [WDDF]

Young Feminist Europe

## **Comité de pilotage**

Athena Network

Batonga Foundation

Fós Feminista

Restless Development

The Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women (ARROW)

Women's Environment & Development Organization (WEDO)

## **Facilitateur et partenaires de ressources**

The Feminist Accountability Framework for the Generation Equality Forum is a multi-stakeholder initiative housed and facilitated by Global Fund for Women, and funded by Children's Investment Fund Foundation, Ford Foundation, Gates Foundation, and Open Society Foundation. Global Fund for Women facilitated a series of online and in-person spaces to build an accountability framework that reflects feminist priorities; create methodologies and tools to collect and analyze data for accountability; support capacity strengthening to implement the designed feminist accountability approach and advocacy strategies; and build comprehensive and responsive communications and advocacy plans.

**Traduction:** Jamii Linguists

**Consultants:** Nancy Goldstein, Jeevika Shiv

**Concepteur:** Devan King

**Illustrateur:** Vidushi Yadav